

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
19 rue de Ciron  
Bâtiment A  
81013 Albi Cedex  
uid-81-12.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Albi, le 07/03/2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SA BRIANE Jean**  
Chemin du Pré de Bouques  
12170 Lédergues

Références : 12-Déchets-2025-23 + AN25-VHU  
Code AIOT : 0006803568

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement SA BRIANE Jean implanté Chemin du Pré de Bouques 12170 Lédergues.

Plan pluri-annuel de contrôles 2025.

La dernière inspection de cette installation date du 4 décembre 2018.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SA BRIANE Jean
- Chemin du Pré de Bouques 12170 Lédergues
- Code AIOT : 0006803568    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société BRIANE est implantée lieu-dit Cabrol à Lédergues depuis mai 1966.

Elle est autorisée par les arrêtés préfectoraux d'autorisation et complémentaire suivants :

- n°2006-165-11 du juin 2006, n°2006-317-6 du 13 novembre 2006 : dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (VHU),
- n°2010-351-06 du 17 décembre 2010 : installations de transit, regroupement et tri de filtres à hydrocarbures usagés, de transit de batteries usagées, de transit de déchets électriques et électroniques ainsi qu'un stockage et activité de

- récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de VHU,
- n°2013-010-011 du 10 janvier 2013 : renouvellement d'agrément pour son installation de dépollution et démontage de VHU,
- **n°2014-297-0009 du 24 octobre 2014** : tri, transit et regroupement de métaux ferreux et non ferreux, DEEE, dépollution et démontage de VHU, traitement de déchets dangereux.

Suite à la déclaration dématérialisée du 30 novembre 2017, la Sté BRIANE est autorisée à exercer l'activité de broyage de déchets non dangereux.

**Contexte de l'inspection** : Risques chroniques

**Thèmes de l'inspection** : Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
13	Confinement des eaux souillées	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois
15	Qualité des eaux de rejet	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois
17	Dépollution et démontage des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	Demande d'action corrective	30 Jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités exercées	AP Complémentaire du 24/10/2014, article 1.2.1	
2	Stockage des VHU	AP Complémentaire du 24/10/2014, article 8.1.5	
3	Stockage de batteries	AP Complémentaire du 24/10/2014, article 8.2.3 & 8.2.4	
4	Traitement des filtres à huile	AP Complémentaire du 24/10/2014, article 8.3.5	
5	Produits de traitement préventif	AP Complémentaire du 17/12/2010, article 2.2.1	
6	Vérification des installations électriques	AP Complémentaire du 17/12/2010, article 7.2.3	
7	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	

8	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	
9	Aires de stockage et démontage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	
10	Plans des locaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	
11	Entretien des équipements	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	
12	Dispositifs de rétention	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	
14	Dispositif de traitement des eaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	
16	Entreposage des pneus	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	
18	Registre et traçabilité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	
19	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	
20	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45	
21	Contrat avec un éco-organisme ou un système individuel	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 543-155-1	


### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

**Trois constats sont non conformes, dont deux font l'objet d'une mise en demeure :**


- analyse des eaux de rejet,
- confinement des eaux souillées.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Activités exercées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/10/2014, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE. <u>Rubrique n°2718-1</u> - Autorisation Installation de transit , regroupement ou tri de déchets dangereux [...] - Filtres à hydrocarbures : 30 tonnes - Batteries usagées : 50 tonnes <u>Rubrique n°2790</u> - Autorisation Installation de traitement de déchets contenant des substances dangereuses [...] <u>Rubrique n°2712-1</u> - Enregistrement Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicule hors d'usage [...] Surface : 500 m <sup>2</sup> <u>Rubrique n°2713-2</u> - Enregistrement Installation de tri, transit, regroupement de déchets de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux [...] - Surface : 3050 m <sup>2</sup>
<b>Constats :</b> Déchets présents sur site lors de l'inspection. <u>Rubrique n°2718-1</u> Selon l'état des stocks au 26 février : <ul style="list-style-type: none"><li>• Filtres à hydrocarbures : 18 tonnes</li><li>• Batteries usagées : 23 tonnes</li><li>• Huiles usagées : 18 tonnes</li></ul> <u>Rubrique n°2712-1</u> Surface estimée visuellement en fonction des VHU stockés, compressés et en attente de compression : < 200 m <sup>2</sup> <u>Rubrique n°2713-2</u> Surface estimée calculée sur <i>www.géoportal.fr</i> : 1 500 à 2 000 m <sup>2</sup>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 2 : Stockage des VHU

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/10/2014, article 8.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Conditions de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout véhicule automobile hors d'usage entrant sur le site doit être dépollué dans un délai maximal de six mois après sa réception. La hauteur de stockage des véhicules hors d'usage ne doit pas excéder la hauteur de la clôture. Le nombre de véhicules hors d'usage présent sur l'aire de stockage est limité à 100.
<b>Constats :</b> 3 VHU dépollués sont en attente de compression. Il y a peu de VHU sur le site, et la hauteur de stockage ne dépasse pas celle du mur d'enceinte.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

### N° 3 : Stockage de batteries


<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/10/2014, article 8.2.3 & 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Conditions de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 8.2.3</u> Le stockage des batteries usagées ne doit pas dépasser en toute circonstance 50 tonnes. La quantité annuelle de batteries usagées transitant par l'établissement est limitée à 2 000 tonnes. <u>Article 8.2.4</u> Le stockage des batteries usagées est effectué dans un local fermé et aéré avec un sol assurant une bonne étanchéité. Les batteries usagées sont entreposées dans des contenants étanches de façon à éviter l'écoulement des liquides qu'elles contiennent. Le stockage en vrac est interdit. Tout stockage de matériaux combustibles (pneus, cartons ou autres DIB) est interdit dans le bâtiment de stockage des batteries.
<b>Constats :</b> 23 tonnes de batteries sont entreposées dans 38 écobox de 600 litres. Ces écobox sont stockées par gerbage dans un hangar avec dalle bétonnée étanche. Selon Trackdéchets, 2200 tonnes de batteries usagées ont transité sur le site en 2024, soit + 10% au-dessus du seuil autorisé. Pour les années antérieures, les quantités en sortie du site sont (données GEREPA disponibles) : <ul style="list-style-type: none"><li>• 2023 : 1380 tonnes (- 31%) ;</li><li>• 2022 : 1500 tonnes (- 25%) ;</li><li>• 2021 : 2700 tonnes (+ 35%),</li></ul> soit un tonnage annuel moyen sur les quatre dernières années de 1940 tonnes (- 3%). A l'exception de caisses de métaux à haute valeur ajoutée (cuivre, laiton...), il n'y a pas d'autres déchets dans ce hangar, ni de matériau combustible.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant explique dans une note qu'il adresse sous deux mois à l'Inspection le motif du dépassement du seuil annuel du tonnage de batteries usagées en transit pour 2024.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 4 : Traitement des filtres à huile


<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/10/2014, article 8.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'huile usagée récupérée dans les bennes de stockage des filtres à huile et dans les dispositifs de récupération associés aux matériels est régulièrement pompée et stockée dans le dépôt des huiles usagées du site. L'exploitant réalise un contrôle des matières entrantes dans le premier broyeur (cisaille) destiné à garantir qu'il n'y a pas d'autres intrants que des filtres à hydrocarbures dans son process. Une procédure encadre ce contrôle. Les débris issus de la granulation sont exempts d'huiles, émulsions huileuses, lubrifiants ou graisses visibles, à l'exception de quantités négligeables qui n'entraînent pas d'égouttement lors de leur expédition. Une procédure encadre les modalités des opérations réalisées avant évacuation des débris destinées à garantir l'absence d'égouttures.
<b>Constats :</b> Selon l'exploitant, l'activité de broyage des filtres à huile usagés est arrêtée depuis environ deux ans en raison d'une carence en personnel à ce poste. Les filtres à huiles sont stockés dans 3 bennes étanches de 30m <sup>3</sup> en attente d'enlèvement.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>




## N° 5 : Produits de traitement préventif

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/12/2010, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...
<b>Constats :</b> Les produits absorbants (attapulgite calcinée) sont stockés en sac dans une écobox de 600 litres sous le hangar dédié au broyage.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 6 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/12/2010, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Les installations électriques ont été vérifiées en janvier 2024 par le bureau de contrôles APAVE de Castres : pas de non-conformité signalée. Le document Q18 (attestation de vérification) est sans observation.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 7 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - État des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>État des stocks des déchets dangereux au 26 février 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• huiles usagées (combustible) : 18 tonnes,</li><li>• filtres à huile usagés : 18 tonnes,</li><li>• batteries usagées : 23 tonnes.</li></ul> <p>Ces déchets sont entreposés sur des zones spécifiques du site, distinctes les unes des autres. Les mentions de danger sont visibles.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 8 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - État des matières stockées – format synthétique
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b> L'état des stocks synthétique est fourni (Cf. constat précédent).
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 9 : Aires de stockage et démontage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.
<b>Constats :</b> Le sol de l'aire de dépollution des VHU est bétonnée, étanche et dispose d'une zone de rétention avec avaloir au point bas et débourbeur-déshuileur (Cf. photo).
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 10 : Plans des locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des incendies
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. [...]
<b>Constats :</b> Le plan des locaux et équipements est daté de mai 2023. Ce plan a été actualisé suite à l'inspection, il est transmis le 3 mars 2025 par courriel : les zones à risques et dangers y sont reportées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 11 : Entretien des équipements


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des incendies
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) [...] Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> Les extincteurs ont été contrôlés le 12 avril 2024 par la Sté <i>EUROFEU Services</i> de Labruguière (81). Le rapport est sans observation et le contrôle est porté au registre de sécurité.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 12 : Dispositifs de rétention


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'huile usagée est stockée dans une citerne de 30 m<sup>3</sup> qui dispose de sa propre rétention.</p> <p>Les fluides sont stockés séparément dans des cuves dédiées installées dans un local fermé disposant d'un seuil surélevé formant rétention.</p> <p>Les filtres à huiles sont stockés dans des bennes de 30m<sup>3</sup> étanches disposant d'un double fond faisant office de rétention. Ces bennes sont également posées sur rétention.</p> <p>Cf. photos jointes.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>




### N° 13 : Confinement des eaux souillées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne peut justifier qu'il existe sur son site le moindre dispositif de confinement des eaux d'extinction d'un incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant justifie sous 2 mois que son installation dispose d'un volume de confinement supérieur à 120 m <sup>3</sup> et/ou de dispositifs adaptés afin d'éviter toute fuite d'eau souillée dans le réseau d'assainissement urbain ou vers le milieu naturel.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

## N° 14 : Dispositif de traitement des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ouvrage débourbeur-déshuileur a été vidangé et nettoyé le 2 octobre 2024 par la Sté SARP-Sud-ouest, d'Albi.</p> <p>Le BSD Trackdéchets est fourni et n'appelle pas de commentaire.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Code déchet : 13 05 08*</li><li>• Quantité : 3,6 tonnes</li><li>• Code traitement : D13</li></ul>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 15 : Qualité des eaux de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation - alcaline) ;</li><li>• température &lt; 30 °C ;</li></ul> <p>[...]</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Matières en suspension : 35 mg/l.</li><li>• DCO : 125 mg/l ;</li><li>• DBO<sub>5</sub> : 30 mg/l.</li></ul> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain,</li><li>• Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</li><li>• Plomb : 0,5 mg/l ;</li><li>• Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;</li><li>• Métaux totaux : 15 mg/l.</li><li>• Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</li></ul> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a fait réaliser qu'une partie des analyses, le 18 octobre 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Matières en suspension : 19 mg/l,</li><li>• DCO : 73 mg/l,</li><li>• DBO<sub>5</sub> : 17 mg/l.</li></ul> <p>Valeurs conformes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fait procéder à l'analyse telle que définie par l'article supra et adresse les résultats à l'Inspection sous 2 mois.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites


**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 Mois


## N° 16 : Entreposage des pneus

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Conditions d'entreposage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] II. Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m <sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m <sup>3</sup> , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation. [...]
<b>Constats :</b> Les pneus sont stockés provisoirement dans une benne de 30m <sup>3</sup> . Ils sont ensuite triés puis entassés avec ordre dans un conteneur avant enlèvement par l'entreprise <i>SOREGOM</i> (s/traitant éco-organisme).
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 17 : Dépollution et démontage des VHU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] I. L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigels, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;</li><li>• les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ;</li><li>• le verre est retiré ;</li><li>• les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;</li><li>• les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;</li><li>• les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;</li><li>• les pneumatiques sont démontés ;</li><li>• les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ;</li><li>• les pots catalytiques sont retirés.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> Aux dires de l'exploitant, la majorité des VHU qui lui arrive est déjà dépolluée. Sur le site, seuls trois VHU sont entreposés en attente de compression. Il reste quelques vitres et un pare-brise feuilleté cassé à enlever.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant veille à enlever le verre des VHU avant passage à la presse et prévoit une benne pour sa récupération.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 Jours

## N° 18 : Registre et traçabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>• le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>• le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>• la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>• la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>• le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>• la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;</li><li>• le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.</li></ul>
<b>Constats :</b> Ce registre a été consulté directement sur l'ordinateur : logiciel <i>Castus 2021 Nessy-express</i> . Le registre est complet et n'appelle pas de commentaire.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 19 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des incendies
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment: <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours;</li><li>- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire;</li><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</li></ul> Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées: - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que: <ol style="list-style-type: none"><li>1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en oeuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours;</li><li>2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manoeuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</li></ol> Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m <sup>3</sup> /h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours); [...]
<b>Constats :</b> L'installation dispose de téléphone pour avertir les secours, d'un plan des locaux et de plusieurs extincteurs (Cf. constat n°10 pour le plan des bâtiments et zones de dangers). Un poteau d'incendie est implanté à environ 170 m du site, site qui ne dispose pas de réserve incendie. L'installation entrepose majoritairement des déchets peu sensibles au risque incendie : ferrailles, métaux, VHU, D3E...
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant demande au concessionnaire de réseau d'adduction d'eau de justifier le débit réel du poteau d'incendie. Il fournit ce renseignement à l'Inspection sous 2 mois.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>



## N° 20 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée “ système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ”. Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> Selon le bilan annuel 2024 transmis par l'exploitant le 3 mars par courriel, les quantités de déchets ayant transité sur le site sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• filtres à huile : 95 tonnes,</li><li>• batteries usagées : 2262 tonnes,</li></ul> soit un total de 2357 tonnes, ce qui est cohérent avec l'application <i>Trackdéchets</i> en raison des nécessités de massification des expéditions de déchets (coût de transport, cours des déchets valorisables).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 21 : Contrat avec un éco-organisme ou un système individuel

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 543-155-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Tout centre VHU disposant d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 peut réaliser les opérations de gestion de tout véhicule hors d'usage correspondant à la catégorie d'agrément de l'éco-organisme. Il peut laisser, en l'état, à disposition des systèmes individuels les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26.</p> <p>Tout centre VHU ne disposant pas d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 ne peut réaliser que les opérations de gestion de véhicules hors d'usage pour lesquelles il dispose d'un contrat conclu avec le système individuel du producteur de ces véhicules. Il laisse, en l'état, à disposition des autres systèmes individuels ou éco-organismes les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26.</p> <p>Tout centre VHU mentionné au précédent alinéa peut proposer aux systèmes individuels et aux éco-organismes avec lesquels il n'a pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26, d'assurer la gestion des véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et qui relèveraient de ces systèmes individuels ou éco-organismes.</p> <p>En cas d'acceptation de la proposition du centre VHU par un éco-organisme, ce dernier propose au centre VHU de conclure le contrat type mentionné au II de l'article R. 543-160, dans les conditions prévues au III du même article.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un contrat a été signé le 20 janvier 2025 avec l'éco-organisme <i>Recycler mon véhicule</i>.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

### N° 9 Aires de stockage et démontage



aire\_depollution.jpg

### N° 12 Dispositifs de rétention



hangar\_fluides.jpg



cuve\_huiles.jpg



retention\_filtre.jpg